

Nicole Eizner (1931-2006)

Nicole Eizner était connue des lecteurs de *Plurielles*. Elle y avait publié un article en 2004 sur les interrogations de l'identité juive, campant délibérément cette identité, son identité, sur les terres diasporiques et nomades de l'Europe de l'Est, dont venait sa famille, puis de la France où la famille Eizner avait trouvé ancrage. Un ancrage républicain. Un ancrage dont la blessure, jamais guérie, trouvait son origine dans la déportation de ses parents en 1943. Nicole a été une enfant cachée.

Chercheuse au CNRS, Nicole Eizner était sociologue des campagnes françaises. Elle eut l'occasion, en 1976, de visiter le village de Praszka, en Pologne, dont était issue une partie de sa famille. La mode de la quête des racines faisait alors son apparition, mais ce voyage ne lui fit aucun effet. Elle rentra plutôt déçue, préférant toujours l'espace de l'imaginaire, de l'esprit, à celui des pierres.

Nicole avait des antennes, des intuitions, des presciences ; elle s'en servait pour faire son travail de sociologue, mais aussi pour regarder le monde, les gens. Elle a souvent été « la première à... ». L'une des premières, certainement, à vouloir réactiver une certaine yiddishkeit, à Paris, quand personne à l'époque ne s'y osait. Dès 1977, elle organisa les Journées de la Culture yiddish qui se tinrent au centre Pompidou. C'était une des toutes premières manifestations de ce genre.

Elle fut de ceux qui combattirent farouchement les premières manifestations négationnistes qui s'étaient répandues dans les milieux universitaires et qu'elle avait vu se déployer, étonnée, autour d'elle.

Elle se mit à vanter la lecture des polars – avant tout le monde.

En 1982, elle s'enflamma pour les Etats Généraux de l'agriculture : c'était à l'époque une nouvelle forme de consultation, de démocratie directe ; cela lui plaisait.

Nicole était très fidèle en amitié, et solidement inscrite dans plusieurs cercles. Quand un de ses amis traversait une période difficile, Nicole, d'elle-même, se mettait à chercher une solution, à aider. Lui ouvrir une maison amie de Bretagne, pour les vacances d'été, téléphoner autour d'elle pour qu'on aille écouter tel musicien, faire se rencontrer les gens, autour de sa table ronde, de la rue Monge, parler avec les enfants de ses amis...

Nicole s'habillait comme elle voulait, disait ce qu'elle voulait, aimait qui et comme elle voulait. Et pourtant ce personnage atypique arborait avec fierté la légion d'honneur que la ministre Véronique Néiertz lui remit en 1992 et qu'elle dédia, dans un mouvement intense d'émotion, à son père Itzhok Eizner mort à Auschwitz.

Elle nous manque.

Jean-Charles Szurek et Monique Halpern

Danielle Rozenberg, *L'Espagne contemporaine et la question juive, les fils renoués de la mémoire et de l'histoire*, Presses Universitaires du Mirail, 2006.

Compte rendu par Jean-Charles Szurek

C'est un ouvrage précieux, reconnu par le prix Alberto Benveniste, que vient de signer Danielle Rozenberg, chercheuse au CNRS, sur la question juive en Espagne. A quelle « question juive » peut-on s'adresser dans un pays qui, avec l'expulsion massive des Juifs d'Espagne en 1492, ne connut guère les soubresauts d'une Europe atteinte par l'antisémitisme, notamment au XIX^e et XX^e siècles ? Il serait abusif d'insinuer qu'une présence juive rôde, ou eût rôdé, dans ce pays et pourtant c'est une quantité impressionnante de rééditions des *Protocoles des Sages de Sion* que connaît l'Espagne entre 1932 et 1937 : pas moins de sept ! L'hypothèse que le délire antisémite n'a nul besoin de Juifs concrets, déjà analysée pour la Pologne communiste et le Japon d'aujourd'hui, se vérifie aussi dans l'Espagne franquiste. En fait, nous dit l'auteure, c'est la présence traditionnelle de l'antijudaïsme catholique et l'amalgame bolchévisme/judaïsme qui nourrissent un discours antisémite destiné à disqualifier les défenseurs de la République espagnole. Tous deviennent des rouges et « cette représentation permet de justifier moralement la guerre, qui devient une entreprise de défense des valeurs de l'Espagne catholique contre une tentative de soviétisation du pays, sur le point d'aboutir durant l'été 1936 ».

Ce livre ne s'adresse pas uniquement, bien sûr, à la période franquiste et à un antisémitisme dont un « Juif conceptuel » serait l'épicentre. Il retrace les traces tenaces, les soubresauts, de la présence juive en terre d'Espagne, notamment la longue errance des *conversos*, ces Juifs sommés, à partir de 1492, d'embrasser le catholicisme et qui, génération après génération, tentent de conserver des éléments

de leur judaïsme. Il est même très étonnant que certains d'entre eux, les *Chuetas*¹ de Majorque par exemple, aient pu conserver la marque d'une origine converse tout en observant la foi catholique. Origine problématique puisque, jusqu'au milieu du XIX^e siècle, la plupart des collèges de Majorque refusaient d'admettre les enfants *chuetas*. « L'expression *fer sa xuetada* (faire une 'juiverie'), écrit Danielle Rozenberg, est toujours en usage pour qualifier une indécatesse liée à l'argent ». En 1942 d'ailleurs, le consulat allemand, soutenu par les Phalanges, avait suggéré que les *Chuetas* fussent déportés dans un camp de concentration. Qui eût cru que 1492 fût si éloigné de 1942 ?

Cette étrange présence du passé s'est manifestée également dans le patrimoine spirituel emporté avec eux par les exilés de 1492. Un patrimoine dont le judéo-espagnol et le ladino, langues maintenues jusqu'à nos jours, constituent l'ossature. Quel ne fut pas l'étonnement des diplomates de Madrid, en poste en Europe orientale, lorsqu'ils découvrirent, à la fin du XIX^e siècle, des habitants des Balkans parlant un espagnol haché et désuet ! Au point de vouloir envisager des relations commerciales avec les Juifs séfarades de l'aire balkanique afin d'étendre l'influence de leur pays. De la même façon, l'idée de se servir des Juifs espagnols pour étendre leur influence au Maroc avait également germé.

A partir de là, c'est une politique ambiguë qui caractérise l'attitude des autorités madrilènes à l'égard du fait juif et des Judéo-espagnols. Par exemple, un décret du gouvernement de Miguel Primo de Rivera accorde la nationalité espagnole, le 20 décembre 1924, aux « anciens protégés espagnols ou à leurs descendants ». Plus tard, son fils José Antonio Primo de Rivera, fondateur de la Phalange, qui, dix ans plus tard, proclamera publiquement son antisémitisme.

1 Le terme *chueta*, nous dit l'auteur, est dérivé de Xueto, une déformation probable du catalan *jueto* : petit juif.

Même ambiguïté sous le franquisme. Ainsi en 1940, les rites juifs (circoncisions, mariages, obsèques) sont interdits et les institutions juives dissoutes par décret. En 1941, un fichier juif est même mis en place au Ministère de l'Intérieur, fichier qui sera toujours actif dans les années 1950. Mais simultanément, le régime de Franco met en place une politique destinée à protéger les sépharades et accueille des milliers de réfugiés juifs, faisant apparaître le général Franco comme un sauveur de Juifs, image qu'il cultivera après la guerre pour se dédouaner de son rapprochement avec l'Allemagne nazie.

L'ouvrage s'achève par une réflexion sur l'Espagne démocratique. Aujourd'hui, quelque

quarante mille Juifs vivent dans la péninsule ibérique, issus de différentes vagues migratoires (juifs du Maroc, d'Égypte, d'Amérique latine et même d'Israël). Le 10 novembre 1992, l'État reconnaissait officiellement le judaïsme espagnol. Le 31 mars de la même année, le roi Juan Carlos avait, dans un discours célèbre prononcé à la synagogue Beth Yaacov de Madrid, scellé la réintégration des Hispano-juifs au sein de la nation espagnole.

Normalisation? L'État espagnol, et les Juifs d'Espagne, font face désormais aux maux classiques des démocraties modernes : révisionnisme, négationnisme, antisémitisme travesti en antisionisme...